

Vers un « basculement de la société » ?

Article rédigé par *Liberté politique*, le 28 novembre 2023

De passage à Crépol dans la Drôme où le jeune Thomas a été tué il y a huit jours, le ministre Olivier Véran a été hué et a mis en garde contre le « risque d'un basculement » de la société alors que quelques dizaines de militants nationalistes avaient manifesté samedi soir dans la cité de l'assassin du jeune Français.

« C'est à la justice de rendre justice. Pas aux Français eux-mêmes ». Cette phrase du porte-parole du gouvernement Olivier Véran peut sembler relever du bon sens mais elle ne tient pas compte du fait que l'appareil judiciaire français est à terre. Les délinquants sont relâchés sans faire la totalité de leur peine quand ils ne sont pas simplement dispensés de la case prison, les tribunaux rendent des jugements emprunts de laxisme sous l'influence de syndicats de magistrats acquis au logiciel anti-pénal de l'extrême gauche alors que dans le même temps, le monde pénitencier est au bord de l'implosion faute de place.

Dans un contexte d'exaspération avec un nouveau meurtre ethnique contre un Français, le ministre s'inquiète de ce qu'il nomme « l'ultra droite », notion floue et fourre-tout. Par ailleurs, il évoque des personnes « animées par la haine et le ressentiment ». Il s'agit en réalité de jeunes d'une moyenne d'âge de 20 ans qui se sont mobilisés car ils n'entendent pas céder face à la barbarie qui s'installe petit à petit dans leur pays. Aucune violence n'a d'ailleurs été établie à l'occasion des manifestations en faveur de Thomas. En revanche, un jeune militant venu de Mayenne a été passé à tabac dans l'indifférence des politiques de tous responsables politiques.

Le pompier pyromane Véran réclame ainsi que « justice soit rendue » selon la formule consacrée. Elle ne le sera pas. Aidé par l'extrême gauche dans son entreprise de diversion visant à minimiser le crime contre Thomas, il entend renvoyer dos à dos des Français excédés par la violence à des populations hostiles. Dans cette entreprise, le gouvernement est aidé par la gauche Nupes qui a relayé de fausses informations sur des prétendues « ratonnades » qui auraient eu lieu dans des villes comme Rennes. Le secrétaire général du Parti Communiste Fabien Roussel a lui estimé que « l'extrême droite » était « en train de nous mener vers l'autoroute de la guerre civile en Europe » et d'accuser les « médias de Bolloré » d'avoir mis ce sujet en Une... Une manière de détourner le problème initial, qui est la délinquance d'individus d'origine extra-européenne mais aussi une étrange vision de la liberté de la presse selon laquelle le secrétaire général du Parti semble vouloir dicter l'actualité aux journaux.

Il ne s'agit pas ici de faire la promotion directe de l'auto-défense ou de disserter sur le cadre de la violence légitime mais de bien établir la diversion que tentent d'opérer des personnalités politiques.

Pour l'affaire Thomas, comme pour toutes les victimes de l'immigration, il convient de faire bloc et de solliciter nos élus par courrier, mail, sur les réseaux sociaux, lors de leur présence en permanence... En somme, d'agir là où nous sommes. Le « basculement », quel qu'il soit, ne s'opérera pas du jour au lendemain. Les grands mouvements politiques ne sont généralement que les conséquences d'actions plus laborieuses et de longue haleine. Il nous faut donc tenir la distance.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté Politique

28/11/2023 01:00